• (1020)

Je voudrais récapituler brièvement les événements qui nous ont mené où nous en sommes. Les députés se souviendront d'une étape historique dans cette évolution. En avril 1982, en effet, notre constitution était rapatriée de Londres avec une formule de modification entièrement canadienne et une charte qui garantit nos libertés et nos droits fondamentaux.

Malheureusement, cette réalisation comportait une lacune de taille puisque le Québec, qui représente plus du quart de la population du Canada, ne reconnaissait pas la légitimité de l'accord politique qui avait été signé par le premier ministre et neuf des provinces en novembre 1981.

[Français]

Dans un discours qu'il a prononcé à Sept-Îles en 1984, le premier ministre a promis que si son parti accédait au pouvoir, l'une de ses priorités serait de conclure un accord qui permette d'amener le Québec à adhérer dans l'honneur et l'enthousiasme à la Constitution. Il déclara également qu'il aborderait les relations fédérales-provinciales dans une optique différente, qui se fonde sur la réconciliation nationale.

[Traduction]

Et voilà, madame la Présidente.

Des voix: Bravo!

M. Benjamin: Encore.

M. Nystrom: *Chikai, chikai!* (Attendez, ce n'est pas tout!)

M. Mazankowski: Je me demande bien quel sens nos journalistes vont donner à ce commentaire.

En 1985, le Parti libéral du Québec a énoncé, dans son programme électoral, les conditions auxquelles il accepterait l'adhésion du Québec à la constitution du Canada. Au début de 1986, après avoir été élu, le gouvernement du Québec a énoncé ces conditions de façon fort détaillée dans une déclaration publique importante. Au cours de 1986 et durant les premiers mois de cette année, le Parti libéral du Canada et le Nouveau parti démocratique du Canada se sont prononcés sur les modalités d'adhésion du Québec à la constitution. Ces initiatives ont soulevé beaucoup d'intérêt et de commentaires parmi le public.

Pendant toute l'année qui a précédé l'Accord du lac Meech, les premiers ministres et les cadres supérieurs des gouvernements fédéral et provinciaux ont participé à de nombreux entretiens et à des négociations poussées. Ce sont les législatures fédérale et provinciales qui doivent maintenant franchir la prochaine étape pour réaliser l'accord des premiers ministres. Contrairement aux modifications constitutionnelles de 1982, pour lesquelles seul le Parlement fédéral devait adopter une résolution avant que le Parlement britannique ne soit saisi de la mesure modificative, la législature fédérale et les législatures provinciales seront toutes appelées à débattre et à adopter les changements proposés.

J'ose espérer qu'au cours des délibérations du comité dont cette motion propose l'établissement, et au moment d'examiner

Accord constitutionnel

les instances dont le comité sera saisi, les députés de tous les partis ne laisseront pas les réserves qu'ils peuvent avoir à l'égard de certains aspects de la résolution les détourner de l'objectif principal que nous avons tous en commun, soit l'adhésion volontaire et complète du gouvernement et des citoyens du Québec à la constitution du Canada.

Au moment d'examiner toute proposition visant à modifier la résolution ou à y ajouter des éléments supplémentaires, nous devons tenir compte du fait qu'en vertu de l'Accord constitutionnel lui-même, les premiers ministres devront tenir tous les ans de nouvelles conférences pour discuter d'autres affaires constitutionnelles. La première doit avoir lieu avant la fin de l'année prochaine.

Par ailleurs, nous ne devons pas oublier que si le Parlement ou toute autre Assemblée législative devait ne pas approuver la résolution, il n'y aurait pas de conférences constitutionnelles ultérieures, car le Québec refuserait d'y participer. Dans ces conditions, le progrès constitutionnel du Canada serait entravé, vraisemblablement pour de nombreuses années, et je ne saurais trop insister sur les graves conséquences que cela ne manquerait pas d'avoir sur l'unité nationale, d'autant plus que nous avons réalisé de réels progrès à cet égard au cours des derniers mois.

Le dernier élément à considérer en ce qui concerne les délibérations du comité parlementaire est que, du fait de la formule de modification prévue dans la Loi constitutionnelle de 1982, ni le Parlement, ni aucune autre Assemblée législative, ni les gouvernements agissant seuls, ne pourraient changer les modifications proposées à la résolution constitutionnelle. La procédure de modification nécessite l'accord de toutes les Assemblées législatives. Ainsi, si le Parlement ou une Assemblée législative quelconque proposait un changement à la résolution, il faudrait recommencer toute la démarche visant à obtenir l'approbation des différentes assemblées législatives.

L'entente constitutionnelle constitue un hommage rendu à une vision commune d'une fédération revigorée et plus harmonieuse, d'un meilleur Canada dont la province de Québec ferait partie intégrante. Vraiment, l'entente constitutionnelle témoigne véritablement de la volonté du gouvernement depuis 1984 d'instaurer une nouvelle ère de réconciliation nationale, marquée au coin d'une plus grande harmonie et d'une plus grande collaboration entre les deux niveaux de gouvernement.

Grâce à cette entente constitutionnelle, nous formons en effet un pays plus fort et plus uni. Les travaux du comité mixte exigeront l'appui et la bonne volonté aussi bien de la Chambre des communes que du Sénat. Je suis convaincu que les membres du comité mixte obtiendront cet appui et seront à la hauteur de leur tâche. J'ai tout lieu de croire qu'ils seront guidés dans leurs travaux par la générosité et l'ouverture d'esprit qui ont caractérisé les délibérations constitutionnelles à la Chambre jusqu'ici. Le travail du comité constituera un pas important dans l'évolution constitutionnelle de notre pays.